

Accueil | Société | Francophonie

Manifestation contre la fermeture possible d'une garderie francophone torontoise



Des parents ont manifesté lundi contre la fermeture possible d'une succursale de la garderie francophone Le Petit Chaperon Rouge.

PHOTO : RADIO-CANADA / MIRNA DJUKIC

Radio-Canada

Publié le 19 février à 16 h 47 HAE

Mis à jour le 19 février à 21 h 13 HAE

Des dizaines de parents ont manifesté, lundi à Toronto, contre la décision annoncée en janvier par la garderie francophone Le Petit Chaperon Rouge de fermer sa succursale de l'avenue Coxwell, même si la direction a semblé reculer d'un pas vendredi.

La direction a fait savoir aux parents que la succursale fermerait en août, à cause de la « désuétude » des lieux et « d'autres problèmes ». Cette décision a soulevé de nombreuses

critiques, à tel point que Le Petit Chaperon Rouge a annoncé vendredi qu'elle était suspendue et qu'elle ferait l'objet de discussions mercredi, lors de la rencontre du conseil d'administration.

Malgré tout, parents, éducatrices, représentant syndical et député provincial se sont tout de même rassemblés devant les locaux de l'avenue Coxwell.

« Nous sommes très heureux de la garderie, de la qualité de garde des éducatrices; elles sont excellentes, alors nous espérons qu'ils vont renverser la décision. »

— Monika Schmidt, mère de famille et organisatrice du rassemblement



Monika Schmidt, mère et organisatrice de la manifestation

PHOTO : RADIO-CANADA

Les besoins sont grands

Une nouvelle succursale du Petit Chaperon Rouge ouvrira sur le boulevard Milverton, à deux kilomètres de là, mais elle comptera moins de places que celle de l'avenue Coxwell.

L'ouverture de la nouvelle succursale est une bonne nouvelle, selon Mme Schmidt, mais il doit s'agir d'un ajout et non pas d'un nouvel établissement pour remplacer celui qui ferme.

« On a vraiment besoin de plus d'espace pour les garderies francophones, pas moins », ajoute-t-elle en soulignant que les listes d'attente sont longues dans les garderies à Toronto et que les places subventionnées sont rares.

De plus, la nouvelle succursale n'offrira pas le programme d'immersion, ce que déplore Monika Schmidt.

« Ça, c'est un vrai problème pour la communauté franco-ontarienne, si on veut inclure pas juste les francophones d'origine, mais aussi les francophiles. »

— Monika Schmidt, mère de famille et organisatrice du rassemblement

À lire aussi :

- Fermeture d'une garderie francophone : des plaintes au Bureau de l'ombudsman de l'Ontario
- Urgent besoin de places en garderie francophone à l'approche de la rentrée scolaire

Des emplois menacés?

Certains des employés de la succursale de l'avenue Coxwell auraient un emploi à la nouvelle garderie, mais pas nécessairement tous.

« Ils ont dit qu'ils vont prendre quelques éducatrices et les autres collègues », elles, vont perdre leur travail, indique Sylvie Ntita, éducatrice de la classe des bambins.



Sylvie Ntita, éducatrice

PHOTO : RADIO-CANADA

« On est des mères de famille, on est des immigrantes, on a besoin de notre travail. »

— Sylvie Ntita, éducatrice

Les employés des huit garderies du réseau Le Petit Chaperon Rouge se sont syndiqués en août dernier. Ils négocient leur première convention collective.

Le syndicat rétorque

Fred Hahn, président de la division ontarienne du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), soupçonne la direction de vouloir envoyer un message aux travailleurs qui songeraient à les imiter.

M. Hahn est tout de même heureux que la décision de fermer la garderie soit reconsidérée. Le syndicat avait envoyé une mise en demeure à la direction pour obtenir plus d'informations et de temps.

« Les travailleurs ont le droit de se syndiquer, de se faire entendre dans leur milieu de travail. Les employeurs ne peuvent pas les menacer et les intimider. »

— Fred Hahn, président du SCFP (Ontario)

Il souligne que les travailleuses en garderie sont sous-payées et peu écoutées. « En particulier, dans ces centres, on parle de femmes racialisées, qui font un travail tellement important : elles élèvent la prochaine génération de citoyens dans nos collectivités. »